

L'industrie française a de nouveau souffert en 2018

La production industrielle a reculé de 1,4 % sur un an. Malgré leurs difficultés à trouver des bras, les chefs d'entreprise se déclarent pourtant optimistes en ce début d'année.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE Le franc rebond de l'industrie française n'aura duré que deux petites années. En 2018, la production industrielle française a reculé de 1,4 %, selon les derniers chiffres de l'Insee, quand elle augmentait de 4 % en 2017. Tous les secteurs, à l'exception de la fabrication de matériels de transport, s'affichent en repli, jusqu'à 7 % pour les activités de cokéfaction et de raffinage. L'industrie automobile a de son côté reculé de 3 %.

Une batterie d'indicateurs assez contradictoires dessine la tendance pour 2019

Après des dizaines d'années de crise qui ont culminé dans le creux des années 2012-2014, la France souffre de la faiblesse de ses capacités de production, abîmées notamment par le sous-investissement chronique des industriels. En janvier, 35,4 % des entreprises avaient ainsi saturé leur capacité de production, soit 13 points de plus que la moyenne de long terme. En parallèle, les difficultés à

recruter concernaient désormais 43,5 % des groupes, 15 points au-dessus de la moyenne.

Malgré ces blocages structurels et les mouvements sociaux, la production industrielle a progressé en décembre de 0,8 %. Côté verre à moitié plein, cela démontre que la France « a évité, au moins jusqu'à maintenant, l'effondrement des activités manufacturières que nous avons observé dans les autres pays de l'eurozone (par exemple, en Allemagne, Espagne et Irlande) à la fin de l'année dernière », note Olivier Vigna, économiste d'HSBC. La dernière enquête IHS Markit sur l'activité manufacturière dans la zone euro le confirme : l'indice de l'ensemble de la région a reculé en janvier pour le sixième mois consécutif, tandis que la France se distinguait en enregistrant un léger rebond.

Une batterie d'indicateurs assez contradictoires dessine la tendance pour 2019. D'un côté, les difficultés d'offre liées aux capacités de production. Mais de l'autre, un franc optimisme des patrons. Interrogés en janvier par l'Insee pour son enquête mensuelle conjoncturelle, ils se déclaraient

44 %
des industriels peinent à recruter

plutôt très confiants. Au point d'envisager des investissements importants en 2019. Selon leurs anticipations, ils seraient supérieurs de 10 % aux montants mis sur la table en 2018. Même si les chefs d'entreprise sont classiquement optimistes en début d'année, 2019 apparaît comme un cru d'exception. En moyenne, entre 2004 et 2018, au même moment, ils tablaient sur une hausse de 6 % de leurs investissements.

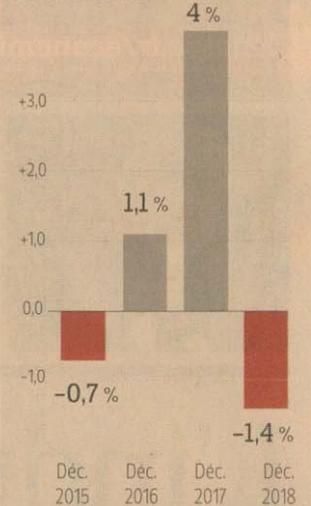
Dans cet environnement ambivalent, la politique gouvernementale aura son influence. Pour renforcer le tissu industriel, l'exécutif mise sur sa réforme du Code du travail, l'allègement de la fiscalité

du capital qui devrait bénéficier aux fonds propres des entreprises, l'amélioration de la politique de formation continue et, plus modestement, l'innovation, via notamment le lancement d'un nouveau fonds dédié.

Une combinaison qui ignore encore la principale demande du patronat : la baisse des impôts de production, qui frappent les entreprises avant qu'elles n'aient dégagé des résultats. Impôts locaux, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), forfait social, etc. : pour ces prélèvements, la France est numéro deux des pays développés, derrière la Suède. ■

A. G.

Variation de la production industrielle en glissement annuel, en %



Source : Insee

+10%
Hausse prévue des investissements par les industriels pour 2019